

Révision des programmes presque terminée au 1^{er} cycle

Claude Gauvreau

La première phase de la révision de la programmation, portant sur les programmes de baccalauréat, est presque terminée. Toutes les facultés ont présenté le bilan de leurs travaux et la plupart sont en voie de faire adopter par la Commission des études les modifications qu'elles prévoient apporter à leurs programmes. En ce qui concerne la deuxième phase, qui couvre les certificats et les programmes courts, la situation est très variable d'une faculté à l'autre. Celles-ci, à l'exception de l'École des sciences de la gestion, n'ont pas encore complété leurs bilans de même que leurs propositions de changements.

Rappelons qu'en avril 2000, l'UQAM s'engageait dans un processus de révision de l'ensemble de ses programmes d'études afin d'en accroître la qualité et d'en assurer la viabilité. Aujourd'hui, presque deux après le déclenchement de cette opération d'envergure, le *Journal* a cru bon de faire le point avec Carole Lamoureux, vice-rectrice associée aux études, et Josée Dumoulin, adjointe à la direction du Bureau des études.

Éviter la surspécialisation

Pour comprendre le sens de l'opération, expliquent-elles, il faut rappeler les reproches adressés aux programmes de baccalauréat québécois d'être trop spécialisés par comparaison aux pratiques beaucoup plus décloisonnées au Canada-anglais et aux États-Unis. Il fallait donc rétablir un équilibre entre les connaissances de

base associées à un champ d'études donné et les apports des disciplines connexes. La société exige de l'université qu'elle forme des spécialistes, bien sûr, mais avec des «têtes bien faites» et une polyvalence requise par le phénomène de la mobilité croissante sur le marché du travail. «Pour l'UQAM, précise Mme Lamoureux, l'atteinte des objectifs de la phase 1 devait permettre une meilleure formation fondamentale et plus ouverte sur la pluridisciplinarité. Nous voulions aussi renforcer la viabilité de nos programmes, augmenter le taux de diplomation et diminuer celui des abandons.»

En ce qui concerne l'ouverture des programmes, une nouvelle norme a été établie selon laquelle tous les programmes de bac doivent désormais comporter 18 crédits de cours, au lieu de 12, à l'extérieur de la discipline de base (incluant les neuf crédits de cours libres). Seulement sept programmes ont obtenu une dérogation (12 crédits plutôt que 18), parce que reliés à un ordre professionnel et dont le domaine d'études comporte des exigences particulières. Mais l'ouverture se manifeste aussi par la création de cours communs, comme c'est le cas en sciences de la gestion dans les programmes de BAA, et à la Faculté des sciences humaines où un comité travaille à des projet de cours facultaires et interfacultaires. Dans l'ensemble, souligne Mme Dumoulin, l'opération a été couronnée de succès. Pour sa part, Mme Lamoureux rappelle que l'opération au départ était perçue par plusieurs comme une tentative de rationalisation des programmes. «Mais plus les gens travaillaient, plus ils

comprenaient qu'il s'agissait avant tout d'un exercice de renouveau pédagogique.»

Viabilité et persévérance

La viabilité de certains programmes a parfois été questionnée, soit parce qu'ils étaient peu fréquentés par les étudiants, soit en raison de leur faible taux de diplomation ou du nombre élevé d'abandons. «Les questions qu'il faut se poser dans ce dossier, soutient Mme Dumoulin, sont les suivantes : pourquoi tel programme attire peu d'étudiants? Est-ce que les objectifs du programme et certains cours sont toujours pertinents? Que faire pour qu'ils répondent davantage aux besoins des étudiants? Ce n'est pas parce qu'un programme attire peu d'étudiants qu'il faut automatiquement le fermer. On ne peut pas s'attendre à ce que des programmes comme ceux offerts en danse ou en philo attirent un grand nombre de personnes. Un problème qui d'ailleurs n'existe pas seulement à l'UQAM.»

Ce qui est en cause, ajoute Mme Lamoureux, ce n'est pas la pertinence sociale de tel ou tel programme, ni la compétence du corps professoral. «Il faut plutôt combiner tous les facteurs de réussite, comme le fait d'établir des passerelles avec les cégeps, d'examiner la nécessité de cours préparatoires aux études universitaires pour les étudiants dont le dossier à l'admission est jugé faible, d'intégrer des mesures d'encadrement. L'UQAM s'est donné une mission d'accessibilité et elle doit la conserver. Mais nous devons aussi redéfinir cette mission dans la perspective d'un meilleur taux de diplomation. Une



Photo : Robin Edgar

fois que nous avons admis un étudiant, nous avons la responsabilité de créer les conditions favorables à la réussite de ses études.»

Le problème de la viabilité, ajoute Mme Dumoulin, est inséparable de celui de la persévérance aux études. «Plusieurs facteurs stimulent intellectuellement les étudiants et les incitent à mener à terme leurs études : un choix de cours intéressant, une bonne dynamique de groupe, un sentiment d'appartenance à un programme, et une vie académique active.» Il faudrait en outre développer des indicateurs permettant, chaque année, de faire le point, de préciser Mme Lamoureux. «Quand un programme n'a pas été revu depuis cinq ou six ans, poursuit Josée Dumoulin, le processus d'évaluation devient lourd et pénible tout en exigeant beaucoup d'énergie. On doit être capable de réagir plus ra-

pidement et d'ailleurs l'évolution du marché de l'emploi ne nous laisse pas le choix.»

Maintenant que les facultés ont vécu l'expérience de la première phase, les prochaines étapes devraient être plus faciles, soutient Mme Lamoureux. «La phase 3, consacrée cette fois aux programmes des cycles supérieurs, se penchera sur le développement, notamment le soutien financier aux étudiants et le lien entre la formation et la recherche. Je souhaiterais que d'ici juin un plan d'action soit déposé à la Commission des études, de sorte que l'on soit fin prêts en septembre 2002.»

L'UQAM, le 11 mars 2002